

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
17 mai 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 16 mai 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Somalie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une lettre qui vous est adressée par Yusuf Hassan Ibrahim, Ministre des affaires étrangères du Gouvernement national de transition de la République somalienne (voir annexe).

Comme cette lettre l'indique, le Gouvernement éthiopien continue de s'ingérer dans les affaires nationales de la Somalie, en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et des déclarations de son président, qui réaffirment le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de la Somalie et le principe de non-ingérence dans ses affaires intérieures. L'agression éthiopienne contre la Somalie doit cesser.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République somalienne
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Ahmed Abdi **Hashi**



Annexe**Annexe à la lettre datée du 16 mai 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Somalie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je tiens à porter à votre attention le fait que les forces militaires éthiopiennes ont envahi les villes de Bulo Hawo et Garbaharey au sud du pays, dans la région de Gedo, le 15 mai 2002, faisant de nombreux morts et blessés, y compris des enfants et des personnes âgées. Les Éthiopiens ont forcé des centaines d'habitants à se réfugier dans la ville frontalière kényenne de Mandera. Les forces d'invasion sont arrivées dans des véhicules de transport de troupes, appuyés par des chars et de l'artillerie, et ont lourdement bombardé les villes en question, qui ont été détruites et incendiées en grande partie.

Les envahisseurs éthiopiens ont par ailleurs enlevé l'officier responsable de la ville de Bulo Hawo, le colonel Abdirizak Isak Bihi. On ne sait toujours rien du colonel Abdirizak qui est aux mains des Éthiopiens depuis hier. Le Gouvernement somalien considère qu'il incombe à l'Éthiopie d'assurer le retour en Somalie, en toute sécurité, du colonel Abdirizak et appelle la communauté internationale à condamner cet acte criminel.

Le Gouvernement somalien de transition appelle le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de sécurité, l'Organisation de l'unité africaine, la Ligue des États arabes, le Mouvement des non-alignés, l'Organisation de la Conférence islamique, l'Union européenne et l'Autorité intergouvernementale sur le développement, ainsi que la communauté internationale en général, à condamner cette agression manifeste et gratuite contre la Somalie et l'assassinat d'innocents.

La communauté internationale ne saurait accepter le comportement arrogant du régime d'Addis-Abeba. L'Éthiopie ne peut être autorisée à attiser un conflit dans la corne de l'Afrique de par ses actes irresponsables.

Le Gouvernement national de transition et le peuple somalien appellent la communauté internationale à demander aux autorités éthiopiennes de cesser leurs actes de terrorisme transfrontières et de ne plus s'ingérer dans les affaires intérieures de la République somalienne en violation de son indépendance, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. L'Éthiopie doit retirer immédiatement ses forces des territoires somaliens.

Le Ministre des affaires étrangères
(Signé) Yusuf Hassan **Ibrahim**